

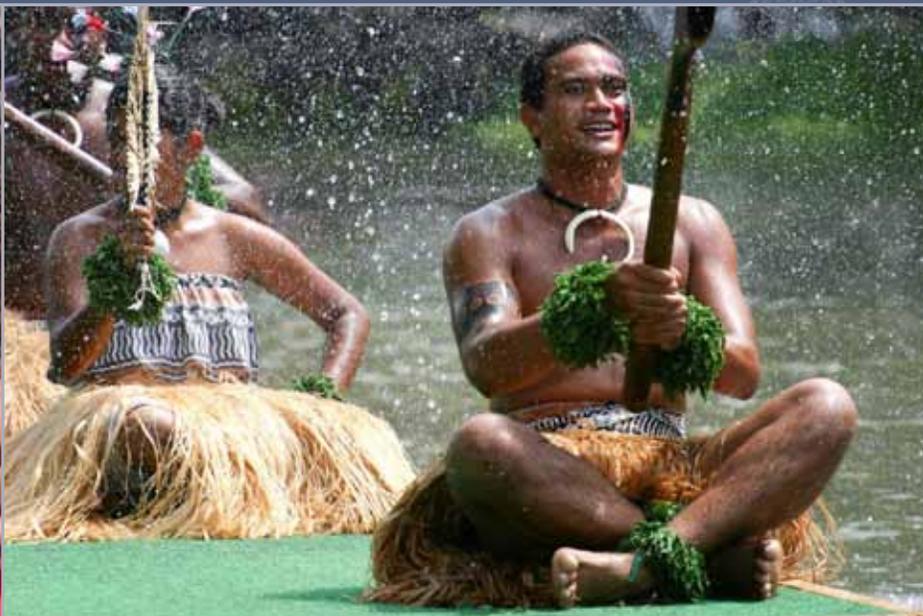


Les dimensions politiques de la coexistence avec les populations autochtones dans les États pluralistes modernes

Auteure : **Natacha Gagné**

La forme que prennent les revendications et les mobilisations autochtones ainsi que les processus d'ethnisation qui leur sont souvent associés seraient attribuables, en grande partie, aux arrangements politiques au sein des États modernes pluralistes. Voici ce qui ressort de mes recherches menées chez deux populations d'origine autochtone, les Māori de la Nouvelle-Zélande et les Tahitiens de la Polynésie française, dont les analyses ont été publiées dans les deux articles suivants : « "The political dimensions of coexistence" », paru dans *Anthropological Theory*, et « Penser la citoyenneté à l'aune des histoires coloniales : terrains avec les Māori et les Tahitiens », paru dans *Anthropologie et sociétés*.

Comme le Canada, les États-Unis, l'Australie et les pays scandinaves, la Nouvelle-Zélande a assisté à une dynamique d'ethnisation et même de racialisation de sa population au début des années 2000. Parmi d'autres, les leaders autochtones ont fait valoir des visions de leur identité et de leur culture qualifiées d'essentialistes par plusieurs observateurs. Certains parmi ces derniers ont mis en doute la réalité même et la légitimité des identités autochtones et des demandes de droits qui en découlent. Elles seraient, selon eux, des inventions contemporaines mises en avant dans le but de tirer toutes sortes d'avantages du « système ». Certains chercheurs ont dénoncé la fermeture et le racisme ►



Il est inquiétant de croire que les identités autochtones seraient « des inventions contemporaines mises en avant dans le but de tirer toutes sortes d'avantages du "système" ».

des peuples autochtones ainsi que les manipulations et abus de pouvoir de leurs élites.

Ces critiques me sont apparues des plus inquiétantes et méritent d'être prises au sérieux, entre autres, parce qu'elles risquent d'envenimer les relations entre les populations autochtones et non autochtones. C'est cette inquiétude qui me motiva à écrire cet article paru dans *Anthropological Theory* dans lequel je me penche sur ces processus d'ethnisation de la société néo-zélandaise et d'essentialisation chez les Māori afin d'en mieux comprendre les causes. Je m'attarde à l'impact des interactions entre plusieurs facteurs sur la politique des identités et l'essentialisme culturel. Parmi ceux-ci, on retrouve les actions et les discours de l'État, incluant les lois et des particularités du système juridique, les actions et discours des élites autochtones, la dynamique historique des relations entre la population minoritaire et la population majoritaire, les formes et expériences particulières de la colonisation, des événements particuliers du point de vue local, mais aussi des mouvements et tendances sur la scène globale, tant aux plans économique, social que politique.

2 Dans le deuxième article qui développe une approche comparative, l'analyse part du constat suivant qui a émergé de mes recherches de terrain sur la vie associative et l'engagement citoyen : tant chez les Māori que chez les Tahitiens, la culture et l'identité ethnique ainsi que les liens familiaux constituent des facteurs très importants dans la mobilisation et la constitution de regroupements ou d'associations. Un

constat corollaire est que les populations d'origine autochtone en Polynésie française et en Nouvelle-Zélande se mobilisent surtout entre elles, c'est-à-dire en marge de l'espace politique commun des États dont ils font partie.

Bien que les sujets particuliers traités dans mes deux articles diffèrent, les mêmes questions animent dans chaque cas la réflexion : Comment expliquer la modélisation des relations entre la population d'origine autochtone et la population majoritaire ainsi que l'expression des identités ? En quoi renvoient-elles à la configuration des États modernes desquels les populations autochtones font partie ? Y aurait-il des liens entre des discriminations mises en place durant l'histoire et les espaces investis par les populations d'origine autochtone pour exprimer leurs revendications et leurs doléances aujourd'hui ? En particulier, en quoi l'histoire coloniale eut un ensemble d'effets – qui seraient toujours à l'œuvre – sur la façon dont les gens perçoivent leur activité sociale et politique et sur les possibilités pratiques qui leur sont offertes ?

La plupart des anthropologues qui étudient en milieu autochtone les processus ethniques, l'essentialisme culturel ainsi que le clientélisme qui semble leur être associés font surtout appel à des raisons culturelles pour les expliquer : on tient pour responsable une définition de la personne qui serait différente chez les autochtones – celle-ci serait vue comme étant inséparable de ses rapports sociaux, contrairement à la vision moderne individualiste de la personne –,

la primauté des valeurs de réciprocité et de redistribution, des cultures politiques différentes dans lesquelles espaces privés et publics ne sont pas distincts, ni les domaines relevant du religieux et du politique. Si toutes ces explications peuvent certainement aider à éclairer certaines facettes de la situation, force est de constater qu'elles négligent toutes le rôle important du politique dans ce qui est analysé comme posant problème.

Il ressort de mes recherches que les facteurs ayant les effets les plus significatifs sur les dynamiques à l'œuvre sont éminemment politiques. Entre autres, dans les cas des Māori de la Nouvelle-Zélande et des Tahitiens de Polynésie française, la législation et l'administration coloniales aménagèrent ou maintinrent des sphères de droits et des pratiques distinctes ou séparées pour les populations autochtones. Si, de façon paradoxale, ce sont ces discriminations du colonisateur qui permirent de maintenir – jusqu'à aujourd'hui et dans une certaine mesure – les traditions ancestrales, elles réifèrent également les identités en autant d'ethnies séparées. Ces identités sont réactivées par l'État, les leaders politiques et les différentes communautés chaque fois que des ressources sont en jeu ou que des luttes de pouvoir émergent.

C'est ce qui explique que parmi les Māori et les Tahitiens, comme parmi d'autres peuples autochtones comme ceux du Canada, il n'y aurait pas de sortie facile de la rhétorique et des pratiques essentialistes parce qu'elles sont fondamentalement le produit de structures profondes qui ont été mises en place au cours de l'histoire par l'ordre colonial, puis reprises et même renforcées dans certains cas par l'État moderne. En plus de baliser l'accès à des statuts et à des droits, l'État, par sa configuration même et ses décisions, balise aussi en partie les possibles des engagements actifs dans la Cité, mais aussi des politiques de l'identité.

En accordant trop d'attention aux processus proprement culturels – comme l'expression des identités – et à des considérations économiques, les analystes courent le risque de perdre de vue les composantes politiques et de contribuer, même non intentionnellement, à une plus grande polarisation des relations et à susciter davantage d'hostilité entre les populations composant l'État pluraliste. Ne pas tenir compte de ces dimensions politiques consiste aussi, à mon sens, à masquer les réalités historiques et contemporaines des peuples autochtones ainsi que les contraintes qui sont les leurs. Je pense que ces conclusions peuvent profiter à la réflexion sur les populations autochtones du Canada, la forme que prennent leurs mobilisations et les identités qu'elles mettent en avant. Au plan pratique, elles soulignent aussi, à mon avis, l'importance de trouver des solutions politiques en vue de rétablir le dialogue avec les peuples autochtones et de permettre la sortie d'une situation coloniale qui perdure.

Ce sont ces réflexions que j'ai voulu approfondir tout en élargissant le champ d'études dans mon dernier livre, codirigé avec Marie Salaün, *Visages de la souveraineté* en Océanie (L'Harmattan, 2010). Le pari des textes rassemblés dans ce volume est de proposer une analyse de la souveraineté en marche, à travers des études de cas de luttes souverainistes telles qu'elles s'affirment au quotidien et se recomposent localement dans des contextes – y compris politiques – qui sont chaque fois particuliers et qui balisent les possibles. Les analyses présentées dans ce volume fournissent des éléments supplémentaires pour réfléchir aux mouvements souverainistes, à la diversité des stratégies qu'ils mettent de l'avant, aux processus identitaires et aux différentes modalités du vivre-ensemble ailleurs dans le monde. ■



Natacha Gagné est professeure agrégée au Département de Sociologie et anthropologie à l'Université d'Ottawa. Elle travaille sur les relations entre minorités et majorités dans les États pluralistes et sur les questions autochtones contemporaines. Elle poursuit ses recherches comparatives sur la citoyenneté parmi les Māori de la Nouvelle-Zélande et les Tahitiens de la Polynésie française. Vous pouvez rejoindre Natacha Gagné à l'adresse courriel : natacha.gagne@uottawa.ca.

Natacha Gagné (2009). "The political dimensions of coexistence", *Anthropological Theory*, vol. 9, n° 2, p. 33-54.

Natacha Gagné (2009). « Penser la citoyenneté à l'aune des histoires coloniales : terrains avec les Māori et les Tahitiens », *Anthropologie et sociétés* vol. 33, n° 2, p. 81-100.

Natacha Gagné et **Marie Salaün** (dir.) (2010). *Visages de la souveraineté en Océanie*, Paris, L'Harmattan, coll. "Cahiers du Pacifique Sud contemporain", n° 6.